



Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

SEMINAIRE SUR LES COMPTES NATIONAUX

Bamako du 09 au 13 octobre 2017

Migration au SCN 2008 et Programme de Comparaison internationale (PCI-Afrique) pour 2017: Etat de mise en œuvre, bonnes pratiques, partages d'expériences et perspectives.

POINTS SAILLANTS

Point 1. Ouverture des travaux

1. AFRISTAT en collaboration avec la BAD a organisé du 09 au 13 octobre 2017 à Bamako (Mali) un séminaire de comptabilité nationale sur le thème principal «Migration au SCN 2008 et Programme de Comparaison internationale (PCI-Afrique) pour 2017: Etat de mise en œuvre, bonnes pratiques, partages d'expériences et perspectives».
2. Etaient présents, les comptables nationaux des Etats suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Tchad, Togo et Tunisie.
3. Ont également pris part aux travaux les représentants des institutions ci-après : Commission de la CEMAC, Commission de l'UEMOA, Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), Banque Africaine de Développement (BAD) et l'INSEE (Liste des participants Cf. annexe 3).
4. L'ouverture de ce séminaire était placée sous la présidence de Monsieur Cosme VODOUNOU, Directeur Général d'AFRISTAT. Elle a été ponctuée par deux allocutions.
5. Prenant la parole, Monsieur Michel MOUYELO-KATOULA, au nom de la Banque africaine de Développement, a, dans son mot de bienvenue, remercié AFRISTAT d'avoir pris l'initiative d'organiser ce séminaire. Il a rappelé le rôle important que joue AFRISTAT dans sa mission de renforcement des capacités de ses Etats membres dans tous les domaines statistiques en général et en comptabilité nationale en particulier. Ce qui explique le choix judicieux de la BAD de travailler intimement avec AFRISTAT pour relever les grands défis statistiques du continent. Il a conclu son interlocution en rappelant que la BAD compte effectivement sur AFRISTAT et les Etats membres pour le succès du présent cycle du PCI-Afrique 2017.
6. Monsieur Cosme VODOUNOU, Directeur Général d'AFRISTAT, a son tour souhaité la bienvenue aux participants et les a remerciés pour leur présence effective malgré leur calendrier de travail très chargé. Il a aussi remercié les autorités maliennes pour avoir accueilli cette importante rencontre d'échanges et de partage de bonnes pratiques dans le domaine de la comptabilité nationale. Il a rappelé que la qualité de collaboration entre AFRISTAT et la BAD se renforce à travers plusieurs activités de renforcement des capacités dont le présent séminaire sur les comptes nationaux. Il a mis en exergue les éléments importants qui justifient le choix du thème de l'atelier dans un contexte de mutations profondes des structures économiques mondiales, régionales, sous régionales et nationales.
7. Avant de déclarer ouverts les travaux du séminaire, il a réitéré l'engagement d'AFRISTAT à poursuivre sans relâche sa mission de renforcement des capacités de ses Etats membres et a invité les participants à profiter de cette rencontre pour échanger sur les bonnes pratiques en matière de comptabilité nationale.

Point 2. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier de travail – Objectifs du séminaire

8. Le représentant d'AFRISTAT a présenté les projets d'ordre du jour, du calendrier de travail ainsi que les objectifs du séminaire. Ceux-ci ont été adoptés (Cf. annexe 2).
9. Le séminaire avait pour objectifs de :
 - a. Faire le point sur l'état de mise en œuvre du SCN 2008 : stratégie et plans d'actions, aspects méthodologiques spécifiques, nomenclatures, élaboration du TRE (en relations avec les recommandations de l'AGNA) ;
 - b. Echanger sur les questions liées à la méthodologie des parités de pouvoir d'achat (PPA), de décomposition du PIB en positions élémentaires, optique dépenses et aux outils de validations dans le cadre du PCI-Afrique 2017 dont le Mores ainsi que les perspectives;
 - c. Présenter les résultats et avancées de travaux spécifiques réalisés en comptabilité nationale (comptes nationaux trimestriels, comptes provisoires, comptes financiers, comptes de patrimoine, etc.);
 - d. Présenter les dernières informations sur l'outil ERETES et les futurs développements.

Point 3. Etat de mise en œuvre des principales recommandations des derniers séminaires

10. Après avoir rappelé les recommandations du dernier séminaire de comptabilité nationale d'octobre 2014, le représentant d'AFRISTAT a présenté leur état de mise en œuvre dans ses Etats membres. La plupart des recommandations adressées à AFRISTAT, notamment, celles relatives à son assistance dans la mise en œuvre des nomenclatures révisées d'activités et de produits des Etats membres d'AFRISTAT, à la mise en œuvre du SCN2008, au renforcement des capacités techniques des Etats et à la révision du guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux, sont réalisées ou en cours.
11. Les représentants des Etats membres ont, à leur tour, fait le point de la mise en œuvre des recommandations qui leur avaient été adressées. Certains ont par la suite, présenté la situation d'élaboration de leurs comptes nationaux conformément à l'un ou l'autre du SCN (1993 ou 2008). On note avec satisfaction que l'ensemble des pays participants sont soit en pleine migration du SCN 2008, soit en phase préparatoire. La migration vers le SCN 2008 se fait de façon progressive et selon les spécificités et capacités de chaque Etat..
12. Les représentants présents des organisations internationales notamment la BAD, la CEMAC et l'UEMOA ont fait le point de la mise en œuvre des recommandations relatives au renforcement des capacités statistiques à travers des programmes mis en place. LA CEMAC et l'UEMOA ont rappelé que la plupart de leurs recommandations sont intégrées dans celles d'AFRISTAT car leurs activités sont concomitamment organisées avec AFRISTAT. La BAD est revenue sur les recommandations faites aux pays lors de l'atelier sur le PCI (Janvier-Février 2017) à Lusaka et l'atelier de rattrapage d'Abidjan (Juin 2017) et a invité les pays à remplir le questionnaire sur l'état d'avancement des activités du PCI 2017. Elle a aussi exhorté les pays à la collecte des données ne nécessitant pas de financement dont la collecte des données sur la rémunération des fonctionnaires.
13. Il ressort aussi des échanges, la nécessité de (i) poursuivre le renforcement des capacités statistiques des Etats en vue de réaliser judicieusement le passage au SCN 2008 et (ii) renforcer la synergie entre les partenaires pour la mise en œuvre des appuis techniques. Par ailleurs, les pays ont insisté principalement sur la nécessité de financement pour les travaux de collecte sur la rémunération des salariés car dans la pratique, le personnel externe aux INS est mis à contribution

Point 4. Mise en œuvre des nomenclatures d'activités et de produits : situation dans les pays et perspectives

14. AFRISTAT a présenté la situation de mise en œuvre des nomenclatures d'activités et de produits dans les Etats membres (Voir Annexe 4). Sur 26 pays, 19 ont répondu au questionnaire et 17 pays ont entamé le processus d'adaptation des nomenclatures. Il a encouragé les pays à impliquer tous les acteurs statistiques et utilisateurs dans l'adaptation des nomenclatures au niveau national pour améliorer leur taux d'utilisation.
15. Le Maroc a également présenté son expérience en matière d'élaboration des nomenclatures nationales d'activités et de produits dont les dernières versions ont été réalisées en 2010 et promulguées par décret officiel en 2012.

Point 5. Mise en œuvre du SCN 2008 : situation dans les Etats et perspectives.

16. La présentation d'AFRISTAT a porté sur les étapes de mise en œuvre du SCN2008 et le statut de mise en œuvre dans les pays.
17. La mise en œuvre du SCN2008 est basée sur une stratégie progressive en six (6) étapes d'obtention des agrégats selon trois (3) niveaux de couverture. Le premier niveau de couverture (Exigence minimum) concerne les étapes 1 à 4 relatives aux indicateurs de bases du PIB, le Revenu National Brut et autres indicateurs (primaires, CNT, etc.), le compte des APU et le compte de capital. Le deuxième niveau de couverture est celui qui est recommandé et concerne les étapes 5 et 6 relatives aux comptes financiers et de patrimoine. Le troisième niveau de couverture (souhaitable) concerne les statistiques utiles qui devraient être élaborées dans la mesure du possible (TRE trimestriels, comptes financiers trimestriels, etc.).
18. Les pays membres dans leur grande majorité poursuivent les travaux selon le SCN1993 et ont commencé les travaux de migrations au SCN2008. Il faut noter que quelques pays disposent déjà des comptes de l'année de base selon le SCN 2008.

Point 6. Migration au SCN 2008 : Expériences des pays sur l'élaboration de l'année de base et de la première année courante

19. Le Maroc et le Cameroun ont présenté leurs expériences sur la migration au SCN2008 dans l'élaboration des comptes de l'année de base et de la première année courante.
20. Le Cameroun a principalement souligné les implications en termes d'exigences dans un contexte de migration au SCN 2008. Il s'agit de : (i) la révision des concepts, (ii) la mise à jour des nomenclatures, (iii) la recherche de nouvelles sources de données, (iv) les travaux de chaînage à une base fixe et (v) les travaux de retropolation. Afin de bien calibrer l'outil de mesure de l'activité économique que constituent les comptes nationaux, il est nécessaire de changer régulièrement l'année de base de leur élaboration (tous les cinq ou dix ans) à la faveur des évolutions structurelles de l'économie, mais aussi des évolutions conceptuelles et méthodologiques de son cadre d'élaboration, notamment les mises à jour du SCN et les révisions de nomenclatures. Les comptes nationaux du Cameroun sont passés de la base 1989/1990 à la base 2005 au terme d'un processus qui a commencé en 2008. A cette occasion, la mise en œuvre de quelques recommandations du SCN 1993 s'est poursuivie et certains changements introduits par le SCN 2008 ont été appliqués : le calcul et la répartition du SIFIM, l'estimation de la production de l'assurance non-vie par les indemnités ajustées, l'amélioration du champ de couverture de la production des ménages, l'amélioration du traitement des marges, l'élaboration des comptes financiers, la prise en compte d'une partie de l'immatériel, en particulier les bases de données, les logiciels et la recherche et développement. Les nomenclatures d'activité et de produits ont été révisées pour les rendre conforme à la CITI rév. 4. De nouvelles sources de données structurelles ont été intégrées : le recensement général de la population de 2005, l'enquête emploi et secteur informel de 2005, l'enquête budget-consommation de 2007, le recensement général des entreprises de 2009.
21. Il est à noter que ces travaux ont entraîné une modification du PIB tant en niveau, en croissance que dans sa structure.
22. Une recommandation importante issue des interventions est de ne pas choisir une année de base trop éloignée de l'année civile en cours. Quant à la retropolation, il est ressorti qu'il faut la faire immédiatement pour permettre aux utilisateurs de s'en servir et retropoler toutes les variables du TRE.

Point 7. TRE (SUT) : rôle dans le SCN et sa perception selon les différents pays africains

23. En passant en revue l'historique du TRE, AFRISTAT a rappelé dans sa communication les avantages dont bénéficie un pays qui élabore un TRE. Quoique complexe et difficile à réaliser au vu de toutes les sources de données requises, du degré de cohérence exigé, l'élaboration du TRE est un exercice qui renforce la crédibilité des comptes nationaux. Il a fait ressortir que tous les pays utilisateurs d'ERETES produisent annuellement des TRE. Ce qui n'est pas toujours le cas des pays non utilisateurs. Il a bouclé sa présentation en invitant les participants à réfléchir sur les stratégies visant à rendre cet exercice moins fastidieux pour les pays fragiles afin que sa mise en œuvre n'entraîne pas beaucoup de retards dans la publication des comptes nationaux.
24. La présentation de la BAD est revenue sur l'importance du TRE pour la décomposition du PIB dans le cadre du PCI et recommande sa production régulière mais aussi une réflexion sur sa désagrégation.
25. Ces présentations ont soulevé la question sur l'arbitrage à faire entre le fait de produire des données fiables et précises et des données dans les délais requis. Il est ressorti des discussions qu'il est préférable de produire des données à temps avec une certaine qualité et renseigner les métadonnées notamment en version provisoire. En effet la ponctualité dans la publication des données les rend utiles et garantit une mobilisation certaine des ressources auprès des institutions de financement dans le cadre des grands rendez-vous statistiques. Il faut noter que dans le cadre de l'évaluation des comptes pour les statistiques des Nations Unies, il est souvent constaté que les comptes élaborés rapidement s'arrêtent à l'étape 1 ou 2 des recommandations pour les données des comptes nationaux.

26. Le rôle du module ERETES dans la compilation des données de qualité et à temps a été évoqué. Il ressort qu'ERETES en tant qu'outil d'aide à la compilation des comptes n'est pas lourd, mais si rigueur il y a, c'est à voir du côté du SCN lui-même. Certains pays ont développé des modules Excel pour rattraper le retard dans les comptes, mais il s'avère que cela pose des problèmes de gestion des bases données de plusieurs années de comptes.
27. Il ressort des échanges qu'un déficit communicationnel se pose et pour y pallier, il faut mettre l'accent sur les publications. Dans ce cadre, pour la visibilité des données et des travaux des pays, AFRISTAT a initié deux projets à savoir : (i) Super Jupiter pour la compilation des bases de données définitives des pays et (ii) le Bilinguisme qui consiste à la traduction des publications pour une grande visibilité.

Point 8. Mise en œuvre du SCN08 : Leçons tirées des travaux

28. AFRISTAT a fait la synthèse des leçons et expériences acquises dans l'accompagnement des pays pour la migration vers le SCN 2008.
29. Il ressort des échanges que les pays doivent :
- disposer entre autres d'un plan organisationnel soutenu par la hiérarchie, les autorités politiques et insérer leur plan d'action dans la SNDS qui est un document de plaidoyer important. La taille de l'équipe de comptabilité nationale doit être au minimum de 10 comptables nationales efficace et motivé.
 - mettre en place des nomenclatures de comptabilité nationale reflétant l'économie, les besoins des utilisateurs et compatible avec la taille de l'équipe. Les pays doivent disposer de Tables de passage entre les nomenclatures CN et la nomenclature nationale
 - mettre en place un protocole de coopération d'échanges de données avec certains partenaires; impliquer fortement les producteurs des grandes sources administratives, et réaliser certaines enquêtes spécifiques pour mieux capter la structure de l'économie.
 - Prendre les dispositions nécessaires pour que leurs plans d'actions apparaissent clairement dans la SNDS qui est un document global de plaidoyer en vue du financement du système statistique national.

Point 9. Cadre institutionnel et méthodologique du PCI-Afrique 2017 (classifications, enquêtes spécifiques) et rappels des grands chantiers du PCI-Afrique 2017

30. La présentation de la BAD s'est appesantie sur le cadre institutionnel et méthodologique du PCI-Afrique ainsi que les grands chantiers du PCI-Afrique 2017
31. La session a commencé par une brève présentation des cadres institutionnel et conceptuel du PCI dans lesquels les activités du programme seront mises en œuvre pour le cycle 2017 du PCI. L'accent a été mis sur le cadre de décomposition du PIB en 155 positions élémentaires et les principales révisions de la classification entre les cycles 2011 et 2017 ainsi que leurs implications méthodologiques sur l'estimation des dépenses détaillées du PIB. La présentation a également couvert le schéma des différentes institutions nationales, régionales et internationales qui interviennent dans la mise en œuvre du PCI et les mécanismes de coordination du travail entre elles.
32. Les enquêtes spécifiques qui doivent être conduites dans le cadre des activités du Programme de comparaison internationale ont fait l'objet d'une seconde présentation de la BAD. Certaines de ces enquêtes seront menées par les instituts nationaux de statistique, il s'agit notamment de l'enquête sur le volume et loyers des logements, l'enquête sur l'éducation privée et l'enquête sur la rémunération des salariés des administrations publiques. Quant à l'enquête sur les machines et biens d'équipement et l'enquête sur la construction et le génie civil, elles seront conduites par des experts internationaux, spécialistes des domaines des deux enquêtes, commis par la Banque Africaine de développement. Pour chacune des enquêtes, le questionnaire a été présenté ainsi que la fourniture d'explication sur la méthode de remplissage.
33. La Validation Ex-Post du vecteur des dépenses de 2011 a été largement présentée aux participants. L'intérêt de cet exercice est de revoir le vecteur des dépenses soumis par les pays au titre du PCI 2011 et de tirer des leçons des expériences des cycles précédents en analysant la cohérence des données selon des règles de bases tels que (l'additivité, le contrôle des signes des

dépenses, etc.), ainsi que la cohérence prix-dépenses, l'analyse temporelle des parts des dépenses des Positions élémentaires par rapport au PIB et ses différents agrégats, catégories, groupes et classes. La validation ex-post couvre également l'identification des sources des données primaires à utiliser et l'analyse économique de l'évolution des dépenses par tête par groupes de produits entre 2005 et 2011. Pendant ce séminaire, la validation ex-post des données a été abordée par des présentations des rapports numérique et narratif incluant (i) les différents types de règles de contrôles des données utilisées dans le rapport numérique ; et (ii) la méthode d'analyse des rapports numérique et narratif. Ces présentations ont été suivies par des sessions pratiques durant lesquelles les participants ont entamé l'analyse des rapports de leurs pays respectifs.

34. Une présentation du MORES-PCI suivi des exercices ont fait l'objet de riches échanges au cours de la session. L'objectif de cette présentation était de faire connaître le MORES aux nouveaux participants et un rappel pour les experts ayant participé aux phases précédentes. A la suite du MORES, une présentation Powerpoint a permis de parcourir les différentes étapes de son remplissage aux comptes nationaux. Un exercice d'exemple pratique a été initié afin de permettre à tout un chacun de se familiariser à l'outil et de démarrer officiellement les travaux de décomposition de la dernière année disponible des comptes nationaux pour les pays n'ayant pas encore commencé. Les comptes nationaux devront fournir le PIB décomposé pour la dernière année disponible d'ici à fin Décembre 2017.
35. Par ailleurs, il a été noté que la plupart des pays participants utilisent les enquêtes budget consommation des ménages pour déterminer les dépenses en positions élémentaires et procèdent par extrapolation en utilisant le taux d'accroissement de la population comme indice de volume et l'IHPC comme l'indice de prix.
36. Enfin, la mise à jour et l'extrapolation des données des CN dans le cadre du PCI ont été rappelées. En effet, elles sont effectuées pour remédier au problème d'absence de données annuelles détaillées sur les positions élémentaires. Pour cet exercice, la BAD utilise les données sur le PIB et certains de ses composantes fournies par les pays dans le cadre de la production de l'annuaire statistique. C'est ainsi que pour les dépenses de consommations des ménages, pour la période 2006-2010, la méthode retenue est une combinaison entre la méthode d'extrapolation à partir des données de 2005 et la méthode de rétroproportion à partir des données de 2011. L'extrapolation des données de 2012-2016 sur basée sur la structure de 2011. Pour ce qui des dépenses de consommation publiques et la FBCF des APU, la même démarche d'extrapolation est utilisée sur la dépense de consommation finale des administrations publiques et le FBCF.

Point 10. Situation de la production des CNT dans les Etats

37. Une situation complète de la production des comptes nationaux trimestriels (CNT) dans les Etats membres et non membres d'AFRISTAT a été faite par AFRISTAT (Voir annexe 3). A ce jour, on note que huit pays membres d'AFRISTAT sont engagés dans les travaux sur les CNT (Côte d'Ivoire, Mali, Bénin, Burundi, Niger, Sénégal, Cameroun, Burkina Faso) et dont trois pays diffusent leurs résultats (Sénégal, Cameroun, Burkina Faso). Deux pays non membres (Maroc et Tunisie) produisent et diffusent leurs résultats des CNT.

Point 11. Comptes nationaux trimestriels: expériences pays: cas pratiques

38. Le Cameroun, le Sénégal, le Burkina Faso et la Cote d'Ivoire ont chacun présenté l'état de mise en œuvre des CNT dans leur pays.
39. Le représentant du Sénégal a fait état des nouveaux développements dans son système de comptabilité nationale, en particulier l'élaboration du PIB trimestriel en valeur, selon l'optique offre. Il a rappelé que la production de cet indicateur, en sus du PIB en volume, constitue une des exigences de la NSDD. Par la suite, il a exposé la méthodologie adoptée, les nomenclatures et les indicateurs utilisés pour le calcul du PIB en valeur.
40. Pour sa part, le Cameroun a fait noter que le projet d'élaboration des CNT au Cameroun a duré trois ans pour estimer, tester et publier les résultats ainsi que le document de méthodologie (2010-2012). Les travaux, initialement restreints à l'estimation du PIB optique production en volume, se sont étendus aux calculs du PIB optique production en valeur, PIB optique dépense en volume et en valeur. Les principaux indicateurs conjoncturels utilisés pour la production des CNT sont l'indice

de la production industrielle, l'indice du chiffre d'affaires dans le secteur tertiaire, les indices de valeur unitaire du commerce extérieur, etc. Les résultats des CNT sont produits à la fois en brut et corrigés des variations saisonnières en utilisant les outils informatiques ECOTRIM pour l'étalonnage- calage- lissage et JDEMERTA+ pour la dessaisonalisation des indicateurs. Concernant les délais de diffusion, les autorités de l'INS ont retenu 90 jours après la fin du trimestre pour rester conforme au Système Général de Diffusion des Données amélioré (SGDD-a) auquel le pays a déjà adhéré. Les métadonnées sur les travaux des CNT sont consignées dans un document de méthodologie disponible sur le site internet de l'INS.

41. Les présentations de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso ont fait le point sur les avancées enregistrées en matière d'élaboration des comptes nationaux trimestriels, les difficultés rencontrées en termes de disponibilité des indicateurs conjoncturel et les perspectives devant permettre d'officialiser tous les résultats attendus du système.
42. Il ressort de ces présentations qu'il faudrait : Mettre en place un comité CNT dont le but est d'alimenter et valider les indicateurs conjoncturels ; Les délais de publications des CNT doivent varier entre 75 à 90 jours après la fin du trimestre.

Point 12. Présentation du guide révisé de production des CNT dans les Etats membres

43. AFRISTAT a fait une brève présentation sur le projet de guide révisé de la production des CNT. A ce sujet l'article servant de base méthodologique devrait être à la disposition des participants. La présentation a porté sur le rappel du contenu méthodologique du guide de 2011, les raisons ayant conduit à la révision, les composantes de la révision méthodologique, les résultats obtenus, ainsi les perspectives envisagées pour finaliser les travaux ;

Point 13. Présentation des nouveaux chantiers mis en place dans certains Etats : comptes financiers et comptes de patrimoine

44. Le Cameroun a présenté ses expériences en matière d'élaboration des comptes financiers. Il ressort de cette présentation que la crise financière mondiale de 2008 a mis en évidence une accumulation de risques macroéconomiques et financiers qui ont conduit à un rôle plus important du secteur financier dans le nouveau système de comptabilité nationale (SCN) de 2008. C'est dans cette optique que l'INS du Cameroun s'est engagé lors des travaux de migration au SCN 2008, à étendre la séquence des comptes des secteurs institutionnels jusqu'aux comptes financiers, avec l'assistance technique du FMI/AFRITAC Centre. Les travaux ont consisté à identifier les sources de données disponibles pour chaque secteur institutionnel, d'identifier les opérations financières (actifs et passifs financiers) de chaque secteur, de réaliser les matrices de qui-à-qui de ces opérations financières et de faire la synthèse finale dans le logiciel ERETES, d'aide à l'élaboration des comptes nationaux. Certes le chantier reste embryonnaire, mais l'INS envisage la poursuite de ces travaux par la mise en place d'un groupe de travail réunissant MINFI – BEAC – INS pour une meilleure appropriation des concepts des actifs et passifs financiers dans l'économie.

Point 14. Présentation des avancées des enquêtes de type 1-2-3 dans les Etats : cas du secteur informel et son intégration dans les comptes nationaux

45. Cette session a été introduite par le représentant du Sénégal. A cet égard, il a exposé l'expérience de la réalisation de l'Enquête nationale auprès des unités de production informelle (ENUPIS). Cette enquête a été conduite, entre juillet et août 2016, dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle année de base des comptes nationaux au Sénégal. Il s'est appuyé sur l'Enquête nationale sur l'emploi au Sénégal (ENES) réalisée en juillet 2015 qui a permis d'identifier 3443 chefs d'UPI provenant de 6000 ménages de l'échantillon. Ces UPI ont été les cibles de l'enquête ENUPIS. Compte tenu des changements d'activités et des erreurs sur la phase 1 (ENES), la méthode CALMAR a été mise en œuvre, avec l'appui d'AFRISTAT, pour l'extrapolation des données de l'ENUPIS. Par la suite, le calcul des opérations des comptes de production et d'exploitation du secteur informel a été fait par une équipe de comptables nationaux de l'ANSD.

Point 15. Etat d'avancement des travaux sur les statistiques structurelles et conjoncturelles d'entreprises et leur intégration dans les comptes nationaux (RGE, indicateurs, etc.)

46. Au cours de cette session, le représentant du Sénégal a partagé l'expérience de la réalisation du Recensement général des entreprises (RGE) et son utilisation dans les travaux de la nouvelle année de base. A ce sujet, il a indiqué que le RGE a ciblé tous les établissements formels ou informels disposant d'un local fixe aménagé. Au total 407 882 établissements ont été recensés. Le RGE a été utilisé par les comptables nationaux pour réviser le classement des entreprises de la Banque de données économiques et financières (BDEF)¹ et compléter la couverture des entreprises du secteur moderne.

Point 16. Elaboration des comptes provisoires sous ERETES: cas pratique du Cameroun

47. La problématique des comptes provisoires est la difficulté de mobiliser, pour l'année qui vient juste de s'écouler (N-1), l'ensemble des sources de données dont on dispose au moment d'élaborer le compte définitif (N-2). Par exemple, les documents comptables des entreprises (DSF) ne sont exigibles qu'à partir du mois de mars de l'année N. Pour surmonter cette difficulté on recherche des indicateurs d'évolution en volume, en prix ou valeurs par branche. Les premiers comptes provisoires du Cameroun ont été élaborés pour l'année 2005 avec l'appui technique de l'Insee et AFRISTAT.

48. La présentation s'est faite en cinq points : (i) le cadre conceptuel, (ii) le suivi du cadre méthodologique, (iii) les étapes et les outils d'élaboration, (iv) les résultats et la publication et (v) les limites et perspectives.

49. Les comptes nationaux du Cameroun sont passés à la base 2005. Les Comptes Nationaux Annuels (CNA) provisoires fournissent une première estimation des comptes de l'année N-1. Ils sont élaborés entre le 1er juin et le 31 juillet de l'année N, suivant une démarche intégrée et itérative en cinq étapes, avec l'aide du logiciel ERETES. Le champ est celui du TRE et le PIB est déterminé suivant les optiques de la production et de la demande. Les nomenclatures utilisées sont plus agrégées que celles des comptes définitifs. Les sources de données sont essentiellement administratives. Il est institué une collecte de données personnalisée auprès de certaines administratives et entreprises. Une saisie partielle des DSF, couvrant les entreprises du régime des grandes entreprises, est exploitée. Les cinq étapes d'élaboration sont : (i) l'initialisation de la campagne, (ii) la préparation et le chargement des sources de données, (iii) le pré-arbitrage des opérations, (iv) les travaux décentralisés d'ERE et CB et (v) la synthèse finale. Au terme des travaux une note d'analyse des comptes provisoires est rédigée et publiée sur le site de l'INS.

Point 17. Présentation de l'outil d'élaboration des comptes nationaux de Madagascar

50. L'outil développé par Madagascar est un outil d'aide à l'élaboration des comptes nationaux dans le pays. Les principaux objectifs consistent à aider les comptables nationaux dans l'élaboration des comptes et de produire une base de données microéconomique. Il a été développé en utilisant « Macro » sous « EXCEL ». L'outil automatise les tâches répétitives qui incombent aux comptables nationaux au cours du processus d'élaboration des comptes nationaux. Il comprend, ainsi, entre autres plusieurs programmes qui permettent de charger, de modifier, de corriger de données au niveau de la base de données, d'effectuer des équilibres de manière automatique et de calculer les comptes nationaux proprement parlés.

51. Le premier produit est donc une base de données au niveau des unités institutionnelles pour les unités formelles et un peu plus agrégé pour les unités informelles. Cette base de données est totalement cohérente avec les agrégats macroéconomiques issus des comptes nationaux. Ceci veut dire que quelques soient les études effectuées à partir de cette base, les résultats sont cohérents avec les comptes nationaux. L'autre produit important est la production des TRE. Les autres tableaux et comptes sont en cours de développement. Il est possible d'ajouter aux fonctions de l'outil celles qui permettent de produire la matrice de comptabilité sociale, les comptes de l'environnement (flux, FMI), la décomposition du PIB pour le PCI.

Point 18. Outil ERETES-PCI

¹ La BDEF est une base de données issue de la saisie des données relatives aux comptes de résultats et aux bilans des entreprises déposant leurs déclarations statistiques et fiscales (DSF) à l'ANSD.

52. L'INSEE a fait une présentation de l'outil ERETES-PCI développé pour le round 2011 du PCI et utilisé seulement par quelques pays lors de ce round. Les tables de conversion à préparer ont été expliquées et des suggestions pour faciliter cette préparation ont été faites. L'adaptation de l'outil au round 2017 est prête et l'exécutable sera disponible sur le site du groupe dans les prochains jours. Son utilisation par tous les pays utilisant ERETES sera très utile pour remplir le questionnaire MORES version 2017. Une démonstration du remplissage de ce questionnaire a été proposée basée sur la base du jeu d'essai ERETES. Il a été convenu que la feuille contenant les métadonnées doit faire l'objet d'un travail en aval : pour chaque position élémentaire à partir des informations fournies par l'outil sur cette feuille à savoir les produits ou les éclats concernés, retourner dans sa base ERETES pour examiner le statut des données source / arbitrée et indiquer ces informations selon la présentation attendue par la BAD (estimation directe, extrapolation...).
53. Des échanges consécutifs à la présentation ont permis aux participants de mieux connaître le fonctionnement de ce module. Une demande de vulgarisation de l'outil a été faite par l'Assemblée afin de permettre son utilisation effective par un grand nombre de pays lors de ce cycle 2017.

Point 19. Outil SERIES : calculs, tableaux d'édition, librairie existante et propositions de nouveaux tableaux

54. L'INSEE a présenté le module SERIES d'ERETES notamment les différents types de calculs, la librairie actuelle de tableaux d'édition et les derniers tableaux préparés suite aux échanges avec un groupe d'utilisateurs expérimentés. Ces tableaux seront ajoutés à la prochaine version de la librairie standard. Par ailleurs, les tableaux d'édition des comptes de secteurs seront disponibles dans la version SCN 2008 en plus de ceux de la version SCN 93 qui seront maintenus dans la librairie. Les pays sont incités à transmettre des demandes de nouveaux tableaux à l'équipe technique ou mieux encore à développer eux-mêmes de nouveaux tableaux et à les partager avec les autres utilisateurs. Afin de diffuser la compétence sur l'outil SERIES notamment pour la construction de nouveaux tableaux un kit d'exercices est désormais disponible.

Point 20. Dernières informations sur le système ERETES (activités dans le cadre du Programme PAS : questionnaire, atelier sur les spécifications en vue de la réécriture

55. L'équipe technique Eretes de l'Insee a présenté le Programme Panafricain Statistique (PAS) et les activités liées à Eretes dans le cadre de ce projet.
56. Une première partie des activités menées concerne la revue des spécifications de l'outil d'élaboration des comptes ERETES : la première étape s'est concrétisée début 2017 par une enquête d'opinion menée auprès des comptables nationaux du continent africain. Cette enquête a permis de mettre en lumière les pratiques africaines en terme de comptabilité nationale avec ou sans l'outil Eretes. Cette enquête a aussi permis d'identifier les améliorations possibles de l'outil Eretes. Ce premier recensement a été prolongé par un atelier dédié de « revue des spécifications » réunissant un groupe d'experts ERETES, qui se sont prononcés en détail sur les outils existants, les améliorations souhaitées et les nouveaux développements à intégrer dans le futur.
57. Au dernier trimestre 2017, une étude de faisabilité viendra compléter les deux étapes précédentes et analyser les incidences des recommandations de cette revue des spécifications et proposer des scénarios, notamment sur les aspects techniques. Les spécifications détaillées et complètes sont prévues en 2018 et 2019.
58. La deuxième partie des activités Eretes menées dans le cadre du PAS concerne la constitution d'un groupe de formateurs ERETES. Ce groupe est d'ores et déjà constitué d'une quinzaine d'experts qui ont été formés à la démarche d'implantation du module. Ces formateurs sont susceptibles d'intervenir dans de nouveaux pays, désireux d'implanter le module ERETES ou de renforcer les capacités de pays déjà utilisateurs.
59. Pour pallier à la sous-utilisation de ces modules ERETES ou fonctionnalités sous utilisées, les participants ont recommandé une intensification des séances de formation en faveur des Etats qui utilisent le module ERETES. La question relative à son appellation jugée « trop francophone » a été posée et devrait revenir à termes sur les questions à débattre par les principaux acteurs.

Point 21. Dernières informations sur le système ERETES : la version ERETES2008.02.4, la version Open Edge

60. Les derniers développements, améliorations et corrections du système ERETES ont été présentés. Ces derniers développements concernent la mise à disposition de la version ERETES 2008.2.4 intégrant le module de Projection des CI, la version 3 de l'outil SERIE, ainsi que les modules PCI et Changement des nomenclatures. Tous ces modules fonctionnent sous la version 9.1 de Progress. Des versions de ces modules compatibles avec la nouvelle version de Progress, OpenEdge (64 bits), ont également été développées en prévision d'un éventuel problème de la version actuelle. Cependant, ces dernières ne sont pour l'heure pas mises à disposition, car la version ERETES 2008.2.4 continue de fonctionner parfaitement sous les récents systèmes d'exploitation. Toutes les informations utiles ainsi que les packages d'installation sont disponibles sur le site du groupe dans la rubrique Documents.

Point 22. Présentation du jeu d'essai pour l'initiation au module ERETES selon le SCN 2008 : nouveaux exercices

61. L'équipe technique de l'Insee a présenté Le nouveau kit pédagogique ERETES illustrant le SCN 2008. Ce kit est disponible dans les trois langues et organisé selon trois niveaux : initial, avancé et Expert et suit les étapes d'implémentation du module. Le kit pédagogique intègre les bases Eretes du jeu d'essai, les manuels participant et animateur ainsi que des diaporamas et fichiers de correction de données.

62. Un groupe de formateurs a été constitué. Ces formateurs vont animer des sessions dans leur propre pays et les autres pays peuvent faire appel à eux pour animer des sessions chez eux

Point 23. Recommandations

63. Au terme du séminaire, les participants ont recommandé :

Aux Etats de :

- Poursuivre les efforts pour la résorption des retards dans la production et la publication des comptes nationaux par le respect des calendriers de travail arrêtés à travers une programmation rigoureuse des activités ;
- Poursuivre les travaux de mise en œuvre des nomenclatures révisées d'activités et de produits des Etats membres d'AFRISTAT ainsi que des répertoires statistiques d'entreprises ;
- Participer à la finalisation de la révision du guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux selon le SCN 2008 à travers des contributions et amendements sur le premier draft déjà disponible sur le site d'AFRISTAT (www.afristat.org);
- Tester les nouveaux outils ERETES développés et rendre compte au comité technique ERETES
- Renforcer la coordination statistique nationale en vue de rendre officiels les résultats des comptes nationaux produits ;
- Faire un choix judicieux de la nouvelle année de base dans la migration au SCN 2008 en vue d'être à jour dans l'élaboration des comptes nationaux;
- S'approprier collectivement la démarche méthodologique du PCI-AFRIQUE en renforçant les capacités des cadres de comptabilité nationale et tendre à la pérenniser;
- Réaliser dans les délais prescrits, les travaux de décomposition des dépenses du PIB pour la dernière année de disponibilité des comptes nationaux (au plus tard en décembre 2017), ainsi que pour l'année de référence 2017 (au plus tard en avril 2019) selon les exigences du MORES.
- Finaliser la validation ex-post du vecteur des dépenses du PIB du PCI 2011 au plus tard en décembre 2017 (soumission de réponses aux recommandations du rapport narratif, révision du vecteur soumis au titre du PCI 2011 si nécessaire et identification de sources primaires pour l'estimation des dépenses par Position élémentaire) ;
- Exploiter les bases des données disponibles pour remplir le questionnaire sur la rémunération des salariés de l'administration publics et le soumettre à la BAD au plus tard en mi-décembre 2017 ;

- Accroître la visibilité en diffusant leur production également en anglais.

A AFRISTAT de :

- Poursuivre le renforcement des capacités des Etats dans la production et l'analyse des résultats des comptes nationaux ;
- Assister les Etats membres d'AFRISTAT dans la mise en œuvre des nomenclatures révisées d'activités et de produits et la mise en place/amélioration des répertoires statistiques d'entreprises ;
- Finaliser et publier le guide méthodologique révisé d'élaboration des comptes nationaux selon le SCN 2008 après réception des observations attendues;
- Poursuivre les travaux de révision du guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux trimestriels (CNT) ;
- Finaliser le guide de retropolation des comptes nationaux;
- Assister les Etats dans le cadre de la planification stratégique de leurs activités;
- Assister les Etats dans la mise en place des dispositifs de production et de publication des indicateurs économiques conjoncturels d'activité (IPI, IPPI, ICA, ICC, etc.) conformes aux recommandations internationales ;
- Assister les Etats dans le processus de production des comptes nationaux trimestriels et provisoires ;
- Organiser les ateliers/séminaires de formation et de vulgarisation du SCN 2008 basés sur des études de cas et de travaux pratiques ;
- Mener une réflexion sur la forme du séminaire annuel sur les comptes nationaux, en y incluant des sessions de présentations d'articles scientifiques valorisant les agrégats macroéconomiques produits dans les Etats ;
- Mener une étude sur la situation et le calendrier de mise en œuvre du SCN 2008, dans les Etats membres ;
- Accompagner les Etats dans l'officialisation des résultats des comptes nationaux produits ;

A la BAD de :

- Poursuivre ses appuis techniques et financiers dans les projets de migration du SCN 2008 dans les Etats ;
- Accélérer le processus de décaissement des financements des activités du PCI en vue d'atteindre les résultats dans les délais impartis ;

Aux Organisations internationales, régionales et sous régionales de :

- Organiser les ateliers/séminaires de formation et de vulgarisation du SCN 2008 basés sur des études de cas et de travaux pratiques ;
- Apporter des appuis techniques et financiers pour accompagner AFRISTAT et ses Etats membres ;
- Accompagner les Etats dans l'officialisation des résultats des comptes nationaux produits ;
- Renforcer la coordination statistique au niveau des institutions en vue de mutualiser les appuis au bénéfice des Etats;

Point 24. Remerciements

64. Les participants ont adressé leurs sincères remerciements au Gouvernement et au peuple malien pour leur hospitalité.

Point 25. Conclusion et clôture du séminaire

65. Les points saillants du séminaire ont été présentés et adoptés par les participants. L'ordre du jour étant épuisé, le représentant du Directeur Général d'AFRISTAT a clos les travaux.

Annexe 1
Situation d'élaboration des comptes nationaux dans les Etats membres d'AFRISTAT
Octobre 2017

A. États membres d'AFRISTAT

Pays	Dernière année de base SCN 1993	Années de comptes réalisés (ERETES)	Années de Comptes ERETES en cours	Années de comptes (non ERETES)	TRE/TCEI disponibles (Années à préciser)		Comptes provisoires (Années disponibles)	Travaux de retropolation (déjà entrepris ?)	Année de base choisie pour la migration du SCN 2008	Date de démarrage des activités de la mise en œuvre du SCN 2008	Perspectives	Observations
					TRE	TCEI						
Bénin	2007	1999 à 2015	2016	Néant	TRE : 1999 à 2015 TCEI 2007 à 2015		2016	1999-2006	2015	2016	Retropolation après changement de l'année de base et Migration au SCN2008	
Burkina Faso	1999	2015	2016	2016	1999 à 2015		2016	1985-2015	2015	Travaux démarrés depuis 2015	Première année de compte sous SCN2008 en juin 2018	
Burundi	2005	2005 à 2014	2015		2005 à 2014		2010 à 2015	Pas encore	2016	2015	Publication CN définitifs de 2015 et provisoire de 2016 avant fin 2017 Produire CN définitifs de 2016 selon SCN93 et SCN 2008 avant fin 2018	
Cameroun	1989/1990	1993-2015 (SCN 93)			TRE :1993-2015 TCEI :1993-2002 (SCN 93)		2016	1993-2004 (suite au changement d'année de base en 2005)	2005	2009	Prochain changement d'année de base, poursuite des comptes	Enquêtes d'envergure disponible (ECAM 2014, RGE 2015) et en cours (RGPH,

Pays	Dernière année de base SCN 1993	Années de comptes réalisés (ERETES)	Années de Comptes ERETES en cours	Années de comptes (non ERETES)	TRE/TCEI disponibles (Années à préciser)		Comptes provisoires (Années disponibles)	Travaux de retropolation (déjà entrepris ?)	Année de base choisie pour la migration du SCN 2008	Date de démarrage des activités de la mise en œuvre du SCN 2008	Perspectives	Observations
					TRE	TCEI		Séries retropolées				
					TRE :1993-2015 TCEI :1993-2014 (SCN 2008)						financiers, mise en place des comptes de patrimoine, comptes régionaux	RGAE, EESI) pour une nouvelle année de base.
Cap Vert												
Centrafrique	2005	1989 à 1997 ; 2005 à 2008 ; 2012-2013	2013	1998 à 2004 2009 à 2011	1988 à 1996 2005 à 2008	2013 à 2016	RAS		2020	2019	Rattrapage des comptes définitifs 2014 à 2016 Retropolation des comptes de 2004 à 1985	
Comores	2007	2007 à 2015	2016	2016 à 2017	2007 à 2015		1997 à 2006		2018	2020	Pas de sécurisation sur le financement du plan d'actions	Certaines observations sont en cours d'être intégrées sur la série de 2010 à 2013
Congo	2005	2005-2008 et 2012	2014	2009-2011	2005-2008 et 2012	2013-2015	2000-2015		2018	2019	Réalisation d'une grande enquête auprès des entreprises et des administrations	Dépend de la grande enquête à réaliser
Côte d'Ivoire	1996	20	2015	1	TRE de 1996 à 2015 TCEI de 1996 à 2013	2016	non		2015	2014	Poursuivre les enquêtes spécifiques	Collecte des données de l'enquête marge de commerce et de transport

Pays	Dernière année de base SCN 1993	Années de comptes réalisés (ERETES)	Années de Comptes ERETES en cours	Années de comptes (non ERETES)	TRE/TCEI disponibles (Années à préciser)		Comptes provisoires (Années disponibles)	Travaux de retropolation (déjà entrepris ?)	Année de base choisie pour la migration du SCN 2008	Date de démarrage des activités de la mise en œuvre du SCN 2008	Perspectives	Observations
					TRE	TCEI		Séries retropolées				
Djibouti	2008	2013	2014	2008-2011	2013		Non disponibles	Pas encore	2013	09/2015	2014/2015/2016	Année de base définitif « 2013 » et année courante en cours « 2014 »
Gabon												
Guinée	2010	2006	2006				2015	Non	2015	2015	Migration vers le SCN2008	
Guinée Bissau												
Guinée Equatoriale	2006	2006-2014	2015		2006-2014		2015-2017	Non	Pas encore	Au plutôt 2019		Plan d'action déjà élaboré avec la CEA
Madagascar												
Mali	1997	2014	2015		TRE de 2004 à 2014 ; TCEI de 2013 à 2014		2017	1980-2017	2015	Août 2016	Mise en place année de base	
Mauritanie	2014	1998-2001 2005-2014	2014 (année de base SCN 2008)	2001-2004	TRE :1998-2014 TCEI : 2007-2014		2015		2014	Novembre 2016	Production de l'année de base en janvier 2018	
Niger	2006	2006 à 2012	2013	1960 à 2016	TCEI : 1981 à 2016 TRE : 2000 à 2005 non publiés et de 2006 à 2016		2015 et 2016	De la base 2006 à 1990	2015	Août 2015	Finalisation des travaux sur la base en mars 2018 Année courante Septembre 2018	

Pays	Dernière année de base SCN 1993	Années de comptes réalisés (ERETES)	Années de Comptes ERETES en cours	Années de comptes (non ERETES)	TRE/TCEI disponibles (Années à préciser)		Comptes provisoires (Années disponibles)	Travaux de retropolation (déjà entrepris ?)	Année de base choisie pour la migration du SCN 2008	Date de démarrage des activités de la mise en œuvre du SCN 2008	Perspectives	Observations
					TRE	TCEI		Séries retropolées				
Sao Tomé	2008	2008 à 2009	2010	2008 à 2016	2008 à 2009		2008 à 2016	En cours	2012	2018	Changer l'année de base des comptes provisoires et continuer avec le calcul du PIB à l'aide de l'ERETES.	En ce moment, nous finissons les travaux de retropolation.
Sénégal	2015	2014	2015	1980-2015	TRE SCN93 : 1980-2015 TCEI SCN93 : 2001-2011 TRE et TCEI SCN 2008 : 2014		2015	En cours	2014	Mars 2015	Publication officielle des comptes 2014, 2015 et 2016 prévue en mars 2018 (selon le SCN 2008)	Résultats préliminaires de la base 2014 partagés en mars 2017
Tchad	2005	2005-2010, 2013		2011, 2012, 2014	TRE : 2005-2015 TCEI : 2005-2010, 2013		2015		2018	Décembre 2017		
Togo	2007	2000 ; 2007 à 2014	2015	2001 à 2006	2014		2014 et 2015	2001 à 2006	2016	Travaux de collecte ont démarré avec les collectes	Finir les comptes de la nouvelle année de base et de l'année courante dans le premier trimestre de 2019	Les autorités manifestent un intérêt pour la rénovation des comptes nationaux mais l'accompagnement financier fait encore défaut

B. Etats non membres d'AFRISTAT

Pays	Dernière année de base SCN 1993	Années de comptes réalisés (ERETES)	Années de Comptes ERETES en cours	Années de comptes (non ERETES)	TRE/TCEI disponibles (Années à préciser)		Comptes provisoires (Années disponibles)	Travaux de retropolation (déjà entrepris ?)	Année de base choisie pour la migration du SCN 2008	Date de démarrage des activités de la mise en œuvre du SCN 2008	Perspectives	Observations
					TRE	TCEI		Séries retropolées				
Algérie												
Maroc	2007	2007 à 2016	2016		2007 à 2016 pour TRE et TCEI		2016	Base 1980 De 1980 à 2005	2014	2010	Elaboration des comptes de patrimoines	
Tunisie	1997	1997-2008	2008(dernier compte)	2009-2015	TRE/TCEI disponibles 1997-2015		2015	Série 1983-1997	2015-2016	Début 2016	Une révision du système de la comptabilité nationale tunisien a commencé début 2016 dans le cadre d'un projet de jumelage avec l'Union Européenne	
R. D. Congo	2005	2005 2006 2010 2013 2014	2014	2007 2008 2009 2011 2012 2015	TRE : 2005-2015 TCEI : 2005, 2006 et 2013		2016	2004 à 2000		2015	-Recensement des entreprises -Enquête de structure -différentes études à mener -adoption des manuel des finances publique 1 et de balance de paiement 6	Insuffisance des moyens financiers les différentes enquêtes et études (L'aide extérieur indispensable)

Annexe 2

Situation de mise en œuvre des nomenclatures d'activités et de produits

A. Etats membres d'AFRISTAT

Pays	Adaptation ?	Comité d'adaptation ?		Nombre de positions des Activités	Nombre de positions des Produits	Validation ?		Textes réglementaires (décret, arrêté, etc.)	Diffusion sur le site INS	Formation des utilisateurs ?	Perspectives	Observations
	Date début	Taille	Implication des sectoriels ?			Date	Instance					
Bénin	Février 2017	17	Oui	Section :. 21 Division :. 88 Groupes :157 Classes : 287 Autres :.. 374	Section :21 Division :. 88 Groupes :157 Classes :.287 Catégories :374 Autres :913	En instance	CNS	Arrêté	Non	Non	-Sous-ateliers sectoriels de finalisation -Validation par le CNS	
Burkina Faso	Octobre 2016			Section :21. Division :82 Groupes :157 Classes 297: Autres :.	Section :21.... Division :82.... Groupes :157 Classes : 297 Catégories :782. Autres :.....						Validation au cours du mois d'octobre	Octobre 2016
Burundi	2015	15	10 sectoriels	Section : 21. Division : 88. Groupes 141 Classes : 196 Autres :	Section :21. Division :88. Groupes :141 Classes196 Catégories :321 Autres :...		X	Encours	Pas encore	Pas encore		
Cameroun	2010	41	Oui	Section : 20 Division : // Groupes :43 Classes :146 Autres :.	Section :20 Division:// Groupes :43 Classes :146 Catégories :379 Autres :	2012	Conseil National de la Statistique	Le décret N° 2016/0895/PM du 03 mai 2016 rendant obligatoire l'utilisation de la nomenclature des activités et	Oui	Oui	Evaluation de l'utilisation des nomenclatures (satisfaction des bénéficiaires), mise à jour d'ici 2022	Absence de financements pour l'évaluation

Pays	Adaptation ?	Comité d'adaptation ?		Nombre de positions des Activités	Nombre de positions des Produits	Validation ?		Textes réglementaires (décret, arrêté, etc.)	Diffusion sur le site INS	Formation des utilisateurs ?	Perspectives	Observations
	Date début	Taille	Implication des sectoriels ?			Date	Instance					
								des produits du Cameroun				
Cap Vert												
Centrafrique												
Comores	2011	8 personnes du Service de la CN	Pas impliquées	Section :21 Division :88 Groupes :157 Classes : 287 Autres :.....	Section :21 Division :88 Groupes :157 Classes : 284 Catégories : 690 Autres :.....	2012	Au Sein de l'ex Direction de la statistique	Néant	Pas encore	Certains utilisateurs notamment la Chambre de Commerce	Disponible aux publics par voie de site web	Néant
Congo		20	Oui	Section :21 Division :88 Groupes : Classes : Autres :.....	Section :21 Division :88 Groupes : Classes : Catégories : Autres :.....	Avril 2014	INS et sectoriels	Décret, arrêté et autres	Oui	Oui	Vulgarisation des NOCOA et de la NOCOP	
Côte d'Ivoire	le 18 Novembre 2014	43	oui	Section : 21 Division : 88. Groupes : 160 ... Classes : 288 Autres : (sous classes) :380	Section :...21 Division : 88 Groupes : 160 Classes : 288... Catégories : 1119 Autres :.....	le 18 Novembre 2014		Oui, la loi de finances de la DGI	oui	Séminaire	Diffusion de la nomenclature d'activités et de produits et de production des comptes nationaux	Avant septembre 2017
Djibouti	11/2015			Section :21 Division :88 Groupes :157 Classes :289 Autres :.....	Section :21 Division :88 Groupes :157 Classes :289 Catégories :678 Autres :	05/2016			NON			Nom de la nomenclature du pays : NAD/NOP ROD
Gabon												

Pays	Adaptation ?	Comité d'adaptation ?		Nombre de positions des Activités	Nombre de positions des Produits	Validation ?		Textes réglementaires (décret, arrêté, etc.)	Diffusion sur le site INS	Formation des utilisateurs ?	Perspectives	Observations
	Date début	Taille	Implication des sectoriels ?			Date	Instance					
Guinée	2003	3	NON	Section :...19 Division :...34 Groupes :...54 Classes :... Catégories :. Autres :.....	Section :19.... Division :34.... Groupes :54... Classes :... Catégories :. Autres :.....	2006	INS		NON	OUI	MIGRATION VERS LE SCN2008	
Guinée Bissau												
Guinée Equatoriale	Pas encore			Section :.... Division :.... Groupes :... Classes :... Autres :....	Section :.... Division :.... Groupes :... Classes :... Catégories :. Autres :.....		Pas encore					
Madagascar												
Mali	Août 2016	27	20	Section : 21 Division : 88 Groupes :157 Classes : 278 Autres :	Section : 21 Division : 88 Groupes :157 Classes :278 Catégories :662 Autres :.....	Pas	encore	Pas encore	Non	Non	Tester la nomenclature avec le RGUE Validation après	Août 2016
Mauritanie	2015	10 à 12 cadres ONS	Moyenne	Section : 21 Division: 86 Groupes:159 Classes :265	Section : 21 Division: 88 Groupes:159 Classes :284 Catégories : 663	NA	ONS	Inexistant	Oui	Pas encore	Validation, officialisation et formation des utilisateurs Elaboration texte réglementaire	2015
Niger	Août 2015	40	Oui	Section : 21 Division :88 Groupes :134 Classes :223	Section :21 Division :88. Groupes :134 Classes :223	15 au 21 août 2016	Comité Nomenclature	Non	Oui	Non	Sensibilisation Formation	

Pays	Adaptation ?	Comité d'adaptation ?		Nombre de positions des Activités	Nombre de positions des Produits	Validation ?		Textes réglementaires (décret, arrêté, etc.)	Diffusion sur le site INS	Formation des utilisateurs ?	Perspectives	Observations
	Date début	Taille	Implication des sectoriels ?			Date	Instance					
				Autres :	Catégories :523 Autres :.....							
Sao Tomé	2009		Oui.	Section :0 Division :01 Groupe : 3 Classe :4	Section :0 Division:01 Groupe : 3 Classe : 4 Catégories :6	8 de Décembre de 2001	Institut National de Statistique (INE)	Décret. N°16/2001	Oui	Oui	Améliorer la nomenclature afin de répondre aux défis de l'économie.	2009
Sénégal	Juillet 2012	Comité restreint :3 Comité à l'internationale de l'ANSD : 8 Comité élargie aux sectoriels : 31	Oui	Section : 21 Division : 88 Groupes : 164 Classes : 293 Autres :.....	Section : 21 Division : 88 Groupes : 164 Classes : 293 Catégories : 879 Autres :.....	Validation par le comité technique national : juin 2017	Attente des observations d'AFRISTAT pour la validation finale	En cours	Pas encore	Des séances de formations des sectoriels ont été tenues lors des ateliers de travail pour l'adoption de la nomenclature	Soumettre le projet de nomenclature à AFRISTAT pour recueillir ses observations Elaboration des textes réglementaires Diffusion sur le site de l'ANSD	Entre 2012 et 2015, les activités réalisées ont concerné principalement la réalisation d'études sur la dynamique de l'économie sénégalaise, des études sectorielles pour déterminer les produits émergents et ceux en perte de vitesse
Tchad				Section :....	Section :....							

Pays	Adaptation ?	Comité d'adaptation ?		Nombre de positions des Activités	Nombre de positions des Produits	Validation ?		Textes réglementaires (décret, arrêté, etc.)	Diffusion sur le site INS	Formation des utilisateurs ?	Perspectives	Observations
	Date début	Taille	Implication des sectoriels ?			Date	Instance					
				Division :.... Groupes :... Classes :... Autres :....	Division :.... Groupes :... Classes :... Catégories :. Autres :.....							
Togo	Août 2016	5 cadres de l'INSEED	Oui Tous les sectoriels du SSN	Section :21... . Division :88 Groupes :157 ... Classes :297 ... Autres :....	Section :21.... Division :88.... Groupes :157 ... Classes :297 ... Catégories :719. Autres :.....		Oui					Les nomenclatures sont actuellement pré-validées. Il reste à les tester avec le RGE et procéder à la validation

B. Etats non membres d'AFRISTAT

Pays	Adaptation ?	Comité d'adaptation ?		Nombre de positions des Activités	Nombre de positions des Produits	Validation ?		Textes réglementaires (décret, arrêté, etc.)	Diffusion sur le site INS	Formation des utilisateurs ?	Perspectives	Observations
	Date début	Taille	Implication des sectoriels ?			Date	Instance					
Algérie												
Maroc	Octobre 2010	8 cadres	En concertation avec tous les partenaires (CNSS, DGI, OMPIC, ministères...etc.	Section :1.... Division :2.... Groupes :3... Classes :4... Autres :....	Section :1.... Division :2.... Groupes :3... Classes :4... Catégories :6. Autres :sous-catégories ...5...	30 octobre 2012	Conseil du gouvernement	Décret num.2-12-481du 14 hijra 1433 (30 octobre2012)	Oui WWW.hcp.ma	Oui	Mise à jour de la NMP suite aux recommandations du FAO et CPC revisi.2.1 sur les produits agricoles	Octobre 2010
Tunisie	NAT 2009 CTP2009			Section :...21 Division :...88. Groupes : 274 Classes : 662 Autres :	Section :21.... Division :88.... Groupes :261... Classes :609... Catégories :1377. Autres :3237	2012			Oui	Oui		
R. D. Congo	Adapté seulement pour les travaux des comptes nationaux			Section :.... Division :.... Groupes :... Classes :... Autres :....	Section :.... Division :.... Groupes :... Classes :... Catégories :. Autres :.....							

Annexe 3

Situation d'élaboration des comptes nationaux trimestriels (CNT)

A. Etats membres d'AFRISTAT

Pays	Date de démarrage des travaux	Séries de CNA utilisées	Méthode utilisée	Logiciels	Optiques retenues	Taille équipe technique CNT	Comité CNT	Etape actuelle	Diffusion sur le site INS	Perspectives	Observations
Bénin	2014	1999 à 2015 (SCN1993)	Étalonnage -Calage	ECOTRIM	Offre (Production)	1 permanent + 2 stagiaires	PIB-TOFE (Provisoire)	Série 1999 à 2016	Pas encore	Révision après Changement année de base et Migration au SCN2008	
Burkina Faso	2013	1999 au premier trimestre 2017	Étalonnage calage	ECOTRIM et DEMETRA	Production par branche d'activité courant et constant, brut et CVS	Pas d'équipe dédiée. 6 cadres s'occupent à la fois des CNA et des CNT	Oui, mais pas de financement pour les rencontres	CNT 2ième trimestre 2017 en cours	oui	CNT optique dépenses et migration au SCN2008	Pays pilote pour l'élaboration du TRE trimestriel
Burundi	2014	2005 à 2015	Étalonnage Calage	ECOTRIM	Production	4	Pas encore	T2_2017	Pas encore	Publier les CNT (optique production) avant la fin de l'année 2017	
Cameroun	2010	1999-2016 selon le SCN 2008.	Approche économétrique : étalonnage -calage	Ecotrim : étalonnages-calages et lissages JDemetra+ : désaisonnalisation	Production et demande	06	Oui, dans la mise en œuvre du projet. Comité de validation en cours		Oui : www.statistics-cameroon.org		
Cap Vert	2014	2007 - 2015	Méthode de Denton	FMI : add-in Excel XLPBM2.0	Approche Offre et Demande	2 Techniciens		Estimation du deuxième trimestre	T+ 90 jours	Travailler sur estimations des productions et	Nous avons le série CNT de 1 ^{er} trimestre

Pays	Date de démarrage des travaux	Séries de CNA utilisées	Méthode utilisée	Logiciels	Optiques retenues	Taille équipe technique CNT	Comité CNT	Etape actuelle	Diffusion sur le site INS	Perspectives	Observations
					(Diffusion approche Demande a partir 2 ^o T 2017			2017 (diffusion 29-Set)	1 ^{er} publication – Avril 2015 (série I T 2007 –IV T 2014)	consommation intermédiaire Diffusion des données CVS	2007 jusqu'au trimestre 2017
Centrafrique											
Comores	Pas encore	Pas encore	Pas encore	Pas encore	Pas encore	Pas encore	Pas encore	Pas encore	Pas encore	Pas encore	Pas encore
Congo											
Côte d'Ivoire	2012	1996-2014	Etalonnage -Calage	Ecotrim	Production	03	Oui	Production et diffusion interne, PIB du premier trimestre 2017 disponible	Non	Diffusion avant la fin de l'année 2017	Représentants du comité désignés mais pas de textes réglementaires
Djibouti	Pas encore		Pas encore								
Gabon											
Guinée	Pas encore		Pas encore								
Guinée Bissau	Pas encore										
Guinée Equatoriale	Pas encore		Pas encore								
Madagascar											

Pays	Date de démarrage des travaux	Séries de CNA utilisées	Méthode utilisée	Logiciels	Optiques retenues	Taille équipe technique CNT	Comité CNT	Etape actuelle	Diffusion sur le site INS	Perspectives	Observations
Mali	2013	2004 à nos jours	Etalonnage -Calage en deux étapes	EIEWS ECOTRIM	PRODUCTION	2	NON	Publication à l'interne	NON	Préparation à la publication officielle Mise en place du comité CNT	
Mauritanie	Aout 2012										Projet arrêté
Niger	Janvier 2015	De 2006 à 2016	Etalonnage -Calage _ méthode de Denton	ECOTRIM	Production	Quatre (04)	Sept (07)	Poursuite des travaux	Non	La diffusion est prévue en 2018	
Sao Tomé	2018	Pas encore.	Pas encore.	Excel		6		Préparation.	Pas encore.	Faire la première publication en 2019.	Nous n'avons pas encore calculé les comptes nationaux trimestriels
Sénégal	2008	1996-2015	Etalonnage -calage	ECOTRIM	Offre	4	Oui	Publication officielle du PIB en volume selon l'optique offre démarrée en 2012	Oui	Diffusion du PIB en valeur et du PIB en volume CVS prévue au 3 ^{ème} trimestre 2015	Développement du PIB selon l'optique emploi (en cours)
Tchad	Janvier 2018										
Togo	Pas encore démarré									Démarrage prévu dans le premier trimestre de janvier 2018	

B. Etats non membres d'AFRISTAT

Pays	Date de démarrage des travaux	Séries de CNA utilisées	Méthode utilisée	Logiciels	Optiques retenues	Taille équipe technique CNT	Comité CNT	Etape actuelle	Diffusion sur le site INS	Perspectives	Observations
Algérie											
Maroc	2000/2001	2007 à 2016	Etalonnage- Calage	E.VIEWS - DEMETRA	Production - Dépenses	(7 Ingénieurs statisticiens	NEANT	-Publications des données 2eme trimestres 2017	Oui	Compilations des comptes sectoriels trimestriels	
Tunisie	1998	2000-2015	Etalonnage Calage	Ecotrim R Jdemetra+	Production	3	3	T2 2017	Oui	Comptes trimestriels optique dépense seront produits fin 2017	
R. D. Congo	Pas encore. Après la mise en œuvre du SCN 2008									Réalisation des enquêtes de conjonctures	Sollicitation d'un consultant pour l'élaboration des comptes nationaux trimestriels

Annexe 4

Programme de travail

Sessions	Horaires	Jour/thèmes	Contributions
		Lundi 09 octobre 2017	
		Présidence : AFRISTAT/BAD	
<i>Session 0 : Ouverture de l'atelier</i>	08H 30-09H 00	Installation des participants	Tous
	09H 00-09H 15	Ouverture du séminaire	AFRISTAT (DG)
	09H 15-09H 30	Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail	AFRISTAT
	09H 30-10H 00	Pause café	Tous
	10H 00-10H 30	Revue des recommandations des derniers séminaires, ateliers et réunions de comptabilité nationale organisées par les institutions	AFRISTAT, UEMOA, INSEE, BAD, CEMAC, BCRG
	<i>Session 1 : Mise en œuvre du SCN2008</i>	10H 30-11H30	Mise en œuvre des nomenclatures d'activités et de produits : situation dans les pays et perspectives
11H 30-12H00		Mise en œuvre du SCN 2008 : situation dans les Etats et perspectives.	AFRISTAT
12H 00-12H 30		Migration au SCN 2008 : Expériences des pays sur l'élaboration de l'année de base et de la première année courante	Maroc, Cameroun
12H 30-14H 00		Pause déjeuner	Tous
14H 00-15H 00		Migration au SCN 2008 : Expériences des pays sur l'élaboration de l'année de base et de la première année courante	Echanges
15H 00-15H 30		TRE ou SUT : rôle dans le SCN et sa perception selon les différents pays africains	AFRISTAT
15H 30-16H 00		Leçons tirées des travaux de migration au SCN 2008	AFRISTAT
16H00-16H 15		Pause café	Tous
16H 15-17H 00		Mise en œuvre du SCN 2008: stratégies et attentes des organisations régionales et internationales	AFRISTAT, UEMOA, INSEE, BAD, UNECA, BCRG
18H		Cocktail	Tous
		Mardi 10 octobre 2017	
		Présidence : INSEE	
<i>Session 2: Revue du PCI- Afrique pour 2017</i>	08H 30-09H15	Brève présentation du PCI : Objectifs ; Cadre méthodologique du PCI ; Organisation institutionnelle ; Calendrier de mise en œuvre ; Les différentes enquêtes	BAD/AFRISTAT
	09H15 – 10H00	Etat d'avancement des travaux de comptabilité nationale dans le PCI ; Session pratique : validation ex-post du vecteur des dépenses de 2011	BAD/AFRISTAT
	10H 00-10H 15	Pause Café	Tous
	10H 15- 10H45	Session pratique : validation ex-post du vecteur des dépenses de 2011.	BAD/AFRISTAT
	10H45 – 11H30	Déflateurs du PIB : revue des tableaux des déflateurs du PIB (session pratique)	BAD
	11H30 – 12H30	MORES-PCI et exercices ; Session pratique	BAD
	12H 30-14H 00	Pause déjeuner	Tous
	14H 00-15H 30	Présentation du MORES-PCI et exercices	BAD/AFRISTAT/Pays

Sessions	Horaires	Jour/thèmes	Contributions
	15H 30-15H 50	Présentation de l'outil ERETES-PCI	INSEE
	15H 50-16H 05	Pause café	Tous
	16H 05-17H 00	Présentation de l'outil ERETES-PCI	INSEE
<i>Session 3 : Nouveaux chantiers dans les comptes nationaux : CNT, comptes financiers et comptes de patrimoine</i>	Mercredi 11 octobre 2017		
	Présidence : UEMOA		
	08H 30-09H15	Situation de la production des CNT dans les Etats	AFRISTAT
	09H15-10H 00	CNT: expériences pays: cas pratiques	Cameroun/Senegal/Burkina Faso/Côte d'Ivoire
	10H 05-10H 15	Pause Café	Tous
	10H 15-11H 00	Présentation du projet de guide révisé de production des CNT dans les Etats membres	AFRISTAT
	11H 00-12H 30	Présentation des nouveaux chantiers mis en place dans certains Etats : comptes financiers et comptes de patrimoine	Cameroun
	12H 30-14H 00	Pause déjeuner	Tous
<i>Session 4 : Sources de données, indicateurs conjoncturels et comptes provisoires</i>	14H 00-14H 30	Présentation des avancées des enquêtes de type 1-2-3 dans les Etats : cas du secteur informel et son intégration dans les comptes nationaux	Sénégal
	14H 30-15H 00	Etat d'avancement des travaux sur les statistiques structurelles et conjoncturelles d'entreprises et leur intégration dans les comptes nationaux (RGE, indicateurs, etc.)	Sénégal
	15H 00-16H 00	Modèles des comptes provisoires Afrique Centrale et cas pratique du Cameroun	Cameroun
	16H 00-16H 15	Pause café	Tous
	16H 15-17H 00	Présentation de l'outil d'élaboration des comptes nationaux de Madagascar	Madagascar
<i>Session 5 : Système ERETES et AG du Groupe</i>	Jeudi 12 octobre 2017		
	Présidence : CEMAC		
	08H 30-10H 15	Dernières informations sur le système ERETES (activités dans le cadre du Programme PAS : questionnaire, atelier sur les spécifications en vue de la réécriture)	INSEE
	10H 15-10H 30	Pause café	Tous
	10H 30-11H 00	Dernières informations sur le système ERETES : la version ERETES2008.02.4, la version Open Edge	INSEE
	11H 00-11H45	Dernières informations sur le système ERETES : librairie de procédures, évolution de l'aide	INSEE
	11H 45-12H 30	Présentation du jeu d'essai pour l'initiation au module ERETES selon le SCN 2008 : nouveaux exercices, formations possibles animées par les experts ayant suivi la formation de formateurs	INSEE
	12H 30-14H 00	Pause déjeuner	Tous
	14H 00-15H 30	Outil SERIES : calculs, tableaux d'édition, librairie existante et propositions de nouveaux tableaux	INSEE
	15H 30-15H 45	Pause café	Tous
	15H 45-17H 00	Assemblée générale (AG) du Groupe ERETES	Tous
<i>Conclusions</i>	Vendredi 13 octobre 2017		
	Présidence : AFRISTAT		
	09H 00-10H 00	Perspectives	Tous
	10H30-12H30	Adoption des points saillants et clôture du séminaire	Tous

Annexe 5

Termes de référence

1. Contexte et justification

Depuis maintenant plusieurs années, AFRISTAT a mis en œuvre un programme de rénovation des comptes nationaux dans ses Etats membres avec l'appui des partenaires techniques et financiers dont la BAD. L'objectif principal de ce programme est d'accompagner les Etats dans la production régulière de comptes nationaux fiables, fondés sur les principes du SCN 93 et selon des méthodes harmonisées qui garantissent la comparabilité des données macroéconomiques entre les Etats membres. Ce programme a bénéficié de financements divers, dans le cadre de plusieurs projets tant régionaux que bilatéraux.

AFRISTAT et ses partenaires techniques et financiers accordent une importance majeure aux échanges d'expériences entre les cadres nationaux afin de développer une dynamique favorable au renforcement de l'utilisation des bonnes pratiques. Ces dernières années, les thèmes du séminaire annuel de comptabilité nationale étaient axés sur l'utilisation des résultats des comptes nationaux en tant que moyen pour évaluer leur qualité et pour identifier les nouveaux besoins des utilisateurs. L'évolution de la méthode employée dans le cadre du Système de Comptabilité Nationale de 2008 constitue actuellement une des activités prioritaires d'AFRISTAT, de ses Etats membres et de tous les partenaires sous régionaux et internationaux des systèmes statistiques. En effet, lors de sa quarantième session tenue en 2009, la Commission de statistique des Nations Unies a adopté le SCN 2008 à l'unanimité comme le standard statistique international pour les comptes nationaux. Ainsi, tous les pays sont encouragés à élaborer et à diffuser leurs comptes nationaux sur la base de ce nouveau système.

L'adoption du SCN 2008 constitue donc un nouveau défi pour l'harmonisation des statistiques macroéconomiques par les services en charge de l'élaboration des comptes nationaux. Ainsi, la mise en œuvre du SCN 2008 en Afrique devra être facilitée par l'implication de l'ensemble des parties prenantes, à savoir, les pays, les organisations internationales, régionales et sous-régionales. A ce titre, une stratégie africaine de mise en œuvre du SCN 2008 a été élaborée par le Groupe africain sur la comptabilité nationale (GACN) sous l'égide de la Banque africaine de développement (BAD), de la Commission de l'Union Africaine (UA), et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA). La stratégie proposée par le GACN se décline en axes et objectifs stratégiques, ainsi que des activités permettant de maximiser les chances du continent africain à réussir sa mise en œuvre.

La stratégie d'AFRISTAT pour la mise en œuvre du SCN 2008 s'inscrit dans le contexte africain et est basée sur une approche progressive visant à consolider les acquis et à corriger les insuffisances. La réussite de la stratégie se fonde sur la mise en place d'une phase transitoire dans les Etats, pendant laquelle les comptables nationaux pourront travailler à la fois sur les séries de comptes selon le SCN 93 et les nouvelles séries selon le SCN 2008. A ce titre, lors des précédents séminaires de comptabilité nationale, des cadres de mise en œuvre ont été recommandés aux Etats en vue de faciliter leurs travaux.

En outre, il convient de souligner que la migration au SCN 2008 intervient dans un contexte où les Etats sont appelés à poursuivre et renforcer la comparabilité de leurs agrégats macroéconomiques, à travers des programmes pilotés au niveau africain, régional et sous-régional. C'est ce qui justifie que ces dernières années, plusieurs organismes sous-régionaux, régionaux et internationaux se sont investis dans l'accompagnement et le soutien des efforts des Etats africains à produire des comptes nationaux fiables et à jour, comparables et conformes aux standards internationaux.

A ce titre, on peut citer le Programme de comparaison internationale (PCI) piloté par la BAD au niveau africain, et dont l'exercice consiste à rendre plus comparables les agrégats des comptes nationaux des Etats, notamment le Produit intérieur brut (PIB). Le PCI qui a démarré depuis 2002 sous l'égide de la BAD, constitue un cadre privilégié de renforcement des capacités en statistique pour l'Afrique, en particulier dans le domaine des comptes nationaux.

Ainsi, après les expériences réussies du Programme de comparaison internationale (PCI) de 2005 et 2011, la BAD vient de lancer les activités du PCI-Afrique pour 2017. Ces activités consistent à mettre à jour les statistiques des parités de pouvoir d'achat (PPA) à travers les enquêtes prix et la ventilation du PIB en positions élémentaires suivant l'optique dépenses tout en cherchant à réaliser l'intégration triangulaire entre le PCI, les Indices de prix à la consommation (IPC) et les comptes nationaux.

Par ailleurs, dans le cadre de la migration au SCN 2008, il est recommandé aux Etats d'aller plus loin dans la mise en œuvre, au moins en satisfaisant à l'exigence minimum consistant à disposer de tableaux des ressources et des emplois (TRE) et tableaux des comptes économiques intégrés (TCEI). Cependant, disposer déjà de TRE pour l'ensemble des pays africains constituait une avancée remarquable vers l'obtention d'indicateurs macroéconomiques plus comparables.

Aussi, afin de mieux renforcer les capacités des comptables nationaux des Etats relevant de sa supervision dans le Programme de Renforcement des Capacités Statistiques (PRCS-IV.2) dans l'appropriation de la démarche du PCI-Afrique, ainsi que pour la réussite de la migration au SCN 2008, AFRISTAT et la BAD organisent conjointement un séminaire sur les comptes nationaux. Ce séminaire devra permettre la mise en place des différents outils de migration au SCN 2008 et la facilitation des travaux du PCI-Afrique 2017 dans un cadre harmonisé.

2. Objectifs du séminaire

Le séminaire, prévu du 09 au 13 octobre 2017 à Bamako au Mali, vise globalement à renforcer les capacités des comptables nationaux de tous les Etats sous supervision AFRISTAT dans le cadre du PRCS BAD IV.2 en matière de migration vers le SCN 2008 et d'exécution des activités du PCI-Afrique 2017.

De façon spécifique, il s'agit de :

1. Faire le point sur l'état de mise en œuvre du SCN 2008 : stratégie et plans d'actions, aspects méthodologiques spécifiques, nomenclatures, élaboration du TRE (en relations avec les recommandations de l'AGNA) ;
2. Echanger sur les questions liées à la méthodologie des parités de pouvoir d'achat (PPA), de décomposition du PIB en positions élémentaires, optique dépenses et aux outils de validations dans le cadre du PCI-Afrique 2017 dont le Mores ainsi que les perspectives;
3. Présenter les résultats et avancées de travaux spécifiques réalisés en comptabilité nationale (comptes nationaux trimestriels, comptes provisoires, comptes financiers, comptes de patrimoine, etc.);
4. Présenter les dernières informations sur l'outil ERETES et les futurs développements.

3. Résultats attendus

A l'issue du séminaire, les capacités des comptables nationaux sont renforcées dans le processus de migration au SCN 2008. Les résultats attendus sont :

1. Les participants sont instruits sur l'état de mise en œuvre du SCN 2008, des nomenclatures d'activités et de produits NAEMA rev.1 et NOPEMA rev.1 ainsi que sur les méthodes d'élaboration des TRE ;
2. Les capacités des participants dans les questions liées à la méthodologie des parités de pouvoir d'achat (PPA), aux techniques de décomposition et validation du PIB en positions élémentaires sont renforcées ; les participants sont aussi informés des tâches à réaliser dans le cycle PCI 2017.
3. Les résultats et les avancées des travaux sur les nouveaux chantiers en comptabilité nationale (comptes nationaux trimestriels, comptes provisoires, comptes financiers et comptes de patrimoine) sont présentées;
4. Les dernières informations sur l'outil ERETES et les futurs développements sont présentés.

4. Contenu du séminaire

Le séminaire sera organisé en séances plénières et en ateliers sur des thèmes spécifiques qui comporteront des présentations techniques des experts d'AFRISTAT, de la BAD, de l'INSEE, des pays et d'autres partenaires techniques, suivies de débats. Des séances de travaux pratiques seront organisées. Les points ci-après feront l'objet de présentations et/ou de travaux pratiques :

1. Revue des recommandations du dernier séminaire de comptabilité nationale et des réunions organisées par les institutions partenaires (AGNA, PCI, etc.) ;
2. Mise en œuvre des nomenclatures révisées d'AFRISTAT : état des lieux et perspectives ;
3. Mise en œuvre du SCN 2008 : stratégie et plans d'actions, aspects méthodologiques spécifiques, perspectives ;
4. Migration au SCN 2008 dans les Etats : échanges d'expériences sur les étapes d'élaboration des comptes nationaux dans le cadre de la migration au SCN 2008 : année de base et année courante ; échanges sur l'élaboration du TRE (SUT)
5. Revue du PCI-Afrique pour 2017 : présentations générales du PCI et des aspects liés à la méthodologie des parités de pouvoir d'achat (PPA) ;
6. Présentation des avancées de la réalisation des enquêtes de type 1-2-3 dans les Etats : cas du secteur informel et son intégration dans les comptes nationaux ;
7. Présentation de l'état d'avancement des travaux sur les statistiques structurelles et conjoncturelles d'entreprises;
8. Elaboration des comptes nationaux trimestriels : expériences des pays, travaux en cours et perspectives ;
9. Présentation des nouveaux chantiers mis en place dans certains Etats : comptes financiers et comptes de patrimoine ;
10. Dernières informations sur le système ERETES (Assemblée générale du Groupe ERETES) ;

11.Perspectives.

5. Public visé

Le public visé par ce séminaire de comptabilité nationale concerne les personnes travaillant sur les questions liées à l'organisation ou à la production des agrégats macroéconomiques, de même que celles utilisant ces indicateurs, et qui ont un intérêt particulier à la mise en œuvre du SCN.

o Participants

- Les cadres comptables nationaux animant les services de production des agrégats macroéconomiques des Etats;
- Les représentants des institutions sous-régionales et régionales : UEMOA, CEMAC, CEDEAO; CEEAC ;
- Les représentants des Banques centrales des Etats membres : BCEAO, BEAC, Banque Centrale de la République de Guinée, Banque Centrale de Mauritanie, Banque Centrale du Burundi, Banque Centrale de Djibouti, Banque Centrale des Comores ;
- Les représentants des organisations africaines qui pilotent la stratégie de mise en œuvre du SCN 2008 au niveau africain : UA, UNECA, BAD ;
- Les représentants des organisations internationales : Banque Mondiale, FMI, (AFRITAC de l'Ouest, AFRITAC-Centre), UNSD ;
- Les représentants des pays partenaires : INSEE, Expertise-France, Coopération française ;
- Le président du Groupe ERETES ;
- Les experts d'AFRISTAT ;
- D'autres personnes désireuses de prendre part à cet atelier peuvent adresser leurs demandes à AFRISTAT.

o Personnes ressources (à désigner par les institutions identifiées)

- Les experts en charge des questions de comptabilité nationale des institutions partenaires : BAD, UNSD, UNECA, INSEE, AFRITAC de l'Ouest, AFRITAC-Centre, UEMOA, CEMAC, Groupe des utilisateurs ERETES.

o Animateurs

- Les experts d'AFRISTAT, de la BAD, de l'UNSD, de l'UNECA, de l'INSEE, d'AFRITAC de l'Ouest et du Centre, et d'autres experts internationaux.

6. Durée, période et lieu

L'atelier durera cinq jours, sur la période du 09 au 13 octobre 2017 à Bamako au Mali.

7. Contacts

Adresse: Direction Générale AFRISTAT, Siège Bamako : Rue 499, porte 23 Quartier Niaréla, Bamako
BP E 1600 Bamako, MALI
Téléphone: +223 20 21 55 00 / 20 21 60 73
Fax: +223 20 21 11 40
<http://www.afristat.org>

Personnes à contacter :

Ibrahima SORY
Expert en Comptabilité nationale
AFRISTAT
Email : sory@afristat.org
Cel : +223 75 90 93 19

Tabo Symphorien Ndang
Experts en Comptabilité nationale
AFRISTAT
Email : tabo@afristat.org
Cel : +223 91 03 46 50

Annexe 6

Liste des participants

N°	Pays	Nom représentant	Adresses mails	Tel.	Fonction
1	Bénin	Martinien DANSOU	mdansou@insae-bj.org	+229 95974545	Comptable national
2	Burkina Faso	Fati ZOURE	fazourti@yahoo.fr	+226 78062473	Comptable national
3	Burundi	Pascal NDAGIJIMANA	ndagipas@yahoo.fr	+257 79552540/75281915	Comptable national
4	Cameroun	DEFFO Achille Carlos	carlos_deffo@yahoo.fr	+237677338720/69629 3325	Chargé d'études
5	Cap Vert	João de Pina Mendes Cardoso	Joao.cardoro@ine.gov.cv/djondepina@hotmail.com	0023895955000	Directeur de comptabilité nationale
6	Centrafrique	Roger YELE	roger_yele@yahoo.fr	+236 70407732	Directeur de la Comptabilité nationale et des Prévisions
7	Comores	Soudjay Ali SAID DJAFFAR	saiddjaffar@gmail.com	(+269) 343 86 07	Directeur des Statistiques et synthèses Economiques Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques- INSEED
8	Congo	Faël ELENGA NGATSALA	pierofael@yahoo.fr/ cnsee@hotmail.fr	0024206975-26-01	Comptable national
9	Côte d'Ivoire	LIGBET TOMEPKA MAGLOIRE	litagloire@yahoo.fr // ligbetmagloire@gmail.com	+225 08 01 96 66 // 02 26 85 80	Directeur de la comptabilité nationale
10	Djibouti	Mme Momina Ali Ahmed	momoscylla@hotmail.com	+253 77880247	Comptable nationale
11	Gabon	Mme AVOMO ASSOUM MVE	enajada@yahoo.fr	+241 06102482	Chef de Service des Etudes Economiques
12	Guinée	Alassane Marega	al.marega@yahoo.fr	+224 625493512	Comptable national
13	Guinée Bissau	Idilio Marciano SOUSA CORDEIRO	idilioru@yahoo.com.br	+245 95 535 20 44/ 96 673 79 31	Comptable national
14	Guinée Equatoriale	Pascual Afugu ESONO MBENGO	pascualobispo23@yahoo.com	+240 222213099 / 222721624	Chef de service des comptes nationaux
15	Madagascar	RANDRIAMBOLAMANITRA Samuel	manitra3@yahoo.fr	114894+261 33	Directeur des Synthèses Economiques Institut National de la Statistique
16	Mali	TRAORE Soumana	soumatra56@yahoo.fr	+223 66 41 63 90	Chef de Département de la Comptabilité Nationale, de la Statistique de Conjoncture ,des Etudes et Analyse Economique
17	Mali	MAGASSOUBA /TRAORE Kadidia	kadette1@gmail.com	223 65 76 87 09/76 35 02 49	Chef de Division de la Comptabilité Nationale
18	Mali	SANOGO Adama Nama	saadnazie@yahoo.fr	+223 76 01 85 23	Comptable national
19	Mauritanie	Abdoulaye Bamantia Tandia	abtandia@gmail.com	+222 46143474	comptable national

N°	Pays	Nom représentant	Adresses mails	Tel.	Fonction
20	Niger	ALMADJIR TASSIOU	talmadjir@gmail.com		Chef de la Division des comptes nationaux
21	Sao Tomé	Milciades Manuel Neto Ferreira.	milfer23@yahoo.com.br	+2399913034	Comptable national
22	Sénégal	Mamadou Ngalgou KANE	MamadouNgalgou.KANE@ansd.sn / ngalgou1@yahoo.fr	+221 707127679	Chef de la Division de la Comptabilité nationale, des synthèses et études analytiques
23	Tchad	MAHAMAT MALIK DOUNGOUS	dmahamatmalik@yahoo.fr	+23568992010	chef de service des Comptes Nationaux et Etudes Économiques
24	Togo	Kodzo Dodzi HEVI	bertin.hevi@yahoo.fr	+228 91630594	Chargé de la Division des comptes nationaux et de la prévision, responsable du volet CN PCI-Afrique
25	Algérie				
26	Maroc	Abderrahmane Jabri	jabry9@hotmail.com	+212 660102236	chef de service à la Direction de la Comptabilité Nationale
27	Tunisie	Mme Henda Harrabi	Hajjej.Mohsen@gmail.com Hajjej.Mohsen76@gmail.com Harrabi.henda@ins.tn	+ (216) 71 784 132 / +(216) 97 908 106/+216965974 62	Directrice adjointe de la Coordination statistique et de la coopération internationale
28	République Démocratique du Congo	Mme Gerry Kadila Ngalula	gerrykadila@gmail.com	+243 812 775 981	Comptable nationale
29	Cameroun	Erith NGHOGUE VOUFU	nghogue@yahoo.fr	+237 677248135	Chef de Division de la Comptabilité Nationale et Président du Groupe ERETES
30	INSEE	Sophie BOURREL	sophie.bourrel@insee.fr		
31	INSEE	Jean-Samy Aziz	jean-samy.aziz@insee.fr		
32	BAD	Mr Michel MOUYELO-KATOULA	M.MOUYELO-KATOULA@AFDB.ORG	+22575753029	Consultant
33	BA	Mrs Imen HAFSA	I.HAFSA@AFDB.ORG	00216 54097769	Consultante
34	BAD	Mr Oumar SISSOKO	O.SISSOKO@AFDB.ORG	00225 08780970	Consultant
35	BAD	Mr Anouar CHAOUCH	A.CHAOUCH@AFDB.ORG		
36	UEMOA	Aba CAMARA et	ACAMARA@uemoa.int/	00226 78885979	Chargé des Etudes et des statistiques
37	UEMOA	Elvis DANHOUME	EDANHOUME@uemoa.int	00226 75247726	Chargé d'Etudes/DPEE
38	CEMAC	Roland Marc LONTCHI	Rlontchi@gmail.com	(+236) 70 55 50 96 / 72 71 17 17	Directeur de la Statistique
39	Banque Centrale Guinée	Aboubacar Sampil SOUMAH	asoumah2001@yahoo.fr	+224 628422982	Chef de service statistiques monétaires et finances publiques
40	AFRISTAT	Sory Ibrahima	sory@afriostat.org	00223 75 90 93 19	Expert en comptabilité nationale
41	AFRISTAT	Tabo Symphorien Ndang	tabo@afriostat.org	00223 91034650	Expert en comptabilité nationale
42	AFRISTAT	Serge Jean EDI	edi@afriostat.org	00223 70275015	Expert économiste principal